



Créateur de confiance

Yogeeraj L BHOLAH

16 Rue Saint-Denis

97 450 Saint-Louis

SIRET : 42239023700036

Commissaire aux comptes

Membre de la Compagnie

Nationale, rattaché à la Cour

d'Appel de St Denis de la Réunion

TEL : +262 22 68 90

Fax : +262 24 10 08



## CPTS AUSTRALE

Association Loi 1901

RNA W9R2010146

SIREN 914 019 526

**1 Rue Jean Jaurès**

**97410 Saint-Pierre**

---

### RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

*Exercice clos au 31/12/2024*

À l'Assemblée,

## Opinion

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CPTS AUSTRALE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association CPTS AUSTRALE à la fin de cet exercice.

## Fondement de l'opinion

---

### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## Justification des appréciations

---

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme indiqué dans la note « Autres informations/fonds dédiés » de l'annexe, les fonds dédiés s'élèvent à 268,8 K€ au 31/12/2024. Cette rubrique correspond aux fonds restant à mobiliser pour les missions confiées à la CPTS AUSTRALE dans le cadre de l'accord conventionnel interprofessionnel (ACI) conclu avec la CGSS de la Réunion. Comme le relate l'annexe, ces fonds ont été utilisés à hauteur de 264,9 K€ pour les actions réalisées au cours de l'exercice et une dotation de 533,8 K€ a été comptabilisée pour servir au financement des actions à venir conformément aux engagements pris envers le financeur. Nos diligences ont notamment consisté à nous assurer du correct traitement comptable des fonds dédiés selon les dispositions du règlement 2018-06 de l'ANC, et à vérifier l'exactitude et la pertinence des informations données dans l'annexe sur la ventilation des fonds dédiés à la clôture de l'exercice par rapprochement avec la comptabilité et les documents dont ces informations sont issues.

La note « Produits constatés d'avance » (PCA) de l'annexe précise que les PCA sont comptabilisés pour 187,6 K€ au 31/12/2024. Ce montant correspond essentiellement aux produits issus des conventions de financement dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur du fait du décalage entre la période couverte par l'exercice comptable et la période de validité du nouvel avenant au contrat ACI négocié en cours d'exercice avec la CGSS. Nous avons mis en œuvre les diligences nécessaires afin de nous assurer de la correcte séparation des exercices en ce qui concerne la comptabilisation des produits issus de cette convention de financement. Ces diligences ont notamment consisté à rapprocher les montants comptabilisés et les termes du nouvel avenant et à prendre connaissance du suivi interne des différentes actions en cours à la date de clôture.

### Vérifications spécifiques

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier tenant lieu de rapport de gestion établi par le Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Assemblée Générale.

En application de la loi, nous vous signalons que, contrairement aux dispositions de l'article 17 des statuts de l'association, la partie financière du rapport d'activité tenant lieu de rapport de gestion établi par le Conseil d'Administration n'expose pas les remboursements de frais de mission, de déplacement ou de représentation payés à des membres du Conseil d'Administration.

### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude

significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint Louis, le 11 juin 2025

Le Commissaire aux comptes  
**YOGEEARAJ L. BHOLAH**



Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Autres immobilisations corporelles	7 090	3 320	3 770	4 508
Immobilisations financières				
Autres immobilisations financières	7 570		7 570	7 570
Total I	14 660	3 320	11 340	12 078
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commandes	488		488	80
Créances				
Créances usagers et comptes rattachés	140		140	860
Autres créances	76 970		76 970	66 872
Autres postes de l'actif circulant				
Disponibilités	459 401		459 401	435 990
Charges constatés d'avance	539		539	23
Total II	537 538		537 538	503 826
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	552 198	3 320	548 878	515 904
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Bilan passif

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
<i>Réserves pour projets de l'entité</i>	3 900	
Report à nouveau	26 428	26 428
<b>Excédent ou Déficit hors activités sociales et médico-sociales</b>	<b>5 051</b>	<b>3 900</b>
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>35 380</b>	<b>30 328</b>
<b>Total I</b>	<b>35 380</b>	<b>30 328</b>
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	268 845	264 922
<b>Total II</b>	<b>268 845</b>	<b>264 922</b>
PROVISIONS		
DETTES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	42 684	31 300
Dettes fiscales et sociales	14 395	4 726
Produits constatés d'avance	187 575	184 628
<b>Total IV</b>	<b>244 654</b>	<b>220 654</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>548 878</b>	<b>515 904</b>
(1) Dont à plus d'un an (a)		
Dont à moins d'un an (a)	244 654	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	5 800	6 100
Ventes de biens et de services		
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	370 435	444 249
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	2 459	
Utilisation des fonds dédiés	264 922	49 796
Autres produits	5 746	
<b>Total I</b>	<b>649 362</b>	<b>500 145</b>
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	248 025	211 189
Aides financières	2 750	13 560
Impôts, taxes et versements assimilés	618	
Salaires et traitements	90 692	2 505
Charges sociales	21 467	446
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 866	1 403
Reports en fonds dédiés	268 845	264 922
Autres charges	10 048	2 220
<b>Total II</b>	<b>644 310</b>	<b>496 245</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>5 051</b>	<b>3 900</b>
PRODUITS FINANCIERS		
CHARGES FINANCIERES		



Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	5 051	3 900
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Total des produits (I+III+V)	649 362	500 145
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	644 310	496 245
EXCEDENT OU DEFICIT	5 051	3 900

## Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : C.P.T.S.AUSTRALE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 548 878 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 5 051 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

### Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

#### PRESENTATION DE L'ENTITE - ART 431-2 du Règlement ANC 2018-06

L'organisme à but non lucratif C.P.T.S. (Communauté Professionnelle Territoriale de Santé) Australe est une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, créée le 29 avril 2022 et enregistrée sous le numéro W9R2010146.

#### 1 - La " Communauté " : un collectif de santé au service d'une population

La C.P.T.S. permet la structuration des soins de proximité dans un territoire défini. Elle émane de l'initiative des professionnels de santé de ville qui veulent se coordonner entre eux et avec les acteurs du territoire, afin de mieux organiser la réponse aux besoins de santé d'un territoire. C'est une approche de responsabilité populationnelle.

Elle réunit des professionnels de santé de ville du premier et du second recours, les maisons de santé pluri professionnelles, les centres de santé, les équipes de soins primaires. D'autres acteurs ont vocation à participer à la CPTS :

- établissements et services de santé (hôpitaux publics et privés, hôpitaux de proximité, HAD...),
- établissements et services médico-sociaux (EHPAD, IME, SSIAD, CSAPA...)
- professionnels du social
- acteurs de la prévention (centres de dépistage, associations...)
- les usagers

Le nombre et la fonction des professionnels concernés varient selon les projets et peuvent évoluer dans le temps. Il n'est pas attendu un nombre de professionnels minimum pour créer une CPTS mais une attention particulière sera portée à l'ensemble des acteurs utiles à la mise en œuvre du projet de santé.

L'adhésion à une CPTS sur un territoire n'est pas obligatoire, elle est fondée sur la libre participation des acteurs de santé.

#### 2 - " Territoire " : un exercice coordonné à l'échelle territoriale

Selon la nature du territoire, la taille de la CPTS peut varier en respectant la règle d'une seule CPTS pluri thématique par territoire et de la couverture de La Réunion sans zone blanche ni chevauchement. Elle doit permettre une organisation de l'accès aux soins, des parcours ambulatoires et de la prévention sur ce territoire.

## Règles et méthodes comptables

Chaque CPTS recouvre un territoire, en cohérence avec celui des autres CPTS, l'ARS peut aider les professionnels à en définir le périmètre.

Les membres de la CPTS peuvent s'appuyer sur les structures d'exercice coordonné (maisons de santé, centre de santé, équipes de soins primaires), déjà existantes sur le territoire.

Le diagnostic devra nécessairement être partagé entre toutes les parties prenantes du projet (ce qui sous-entend une démarche de communication et de mobilisation des partenaires du territoire).

### 3 - " Un projet de santé " : une démarche volontaire

Le projet de santé décrit l'organisation de la CPTS et les modalités de sa mise en œuvre. Il précise :

- la composition de l'équipe et la mise en place du travail en équipe,
- la gouvernance,
- la coordination,
- le statut juridique,
- sur le fondement de l'ACI, les missions socles ou optionnelles, attendues à mettre en cohérence avec les besoins et les spécificités du territoire ainsi qu'avec les orientations stratégiques du Projet Régional de Santé (PRS).
- les actions à mener pour réaliser ces missions.

Tout projet est amené à évoluer avec le temps en fonction des nouvelles actions de la CPTS.

L'association C.P.T.S. Australe a pour but:

1. Créer une Communauté Professionnelle Territoriale de Santé de soins primaires centrée sur les patients et l'organisation des professionnels de santé
2. Organiser une réponse à un besoin de santé sur le territoire
3. Améliorer l'offre de soins locale par la coordination synergique des acteurs de soins médicaux, sociaux et medico-sociaux ainsi que l'offre de santé globale (associations, intervenants indépendants, ...)
4. Améliorer la qualité des soins par la coordination entre professionnels
5. Améliorer la promotion de la santé sur le secteur de population concernée par une communication concertée et adaptée
6. De stimuler et organiser le développement/la formation professionnelle des professionnels intervenant dans le champ de la santé.
7. De promouvoir une attractivité pour l'installation des jeunes professionnels de santé en fonction des besoins sur le territoire.
8. De faciliter la recherche médicale appliquée, particulièrement en matière d'interprofessionnalité
9. De commercialiser ou vendre tous produits matériels ou prestations en rapport direct avec son objet, dans le respect des dispositions légales en vigueur

L'association C.P.T.S. Australe intervient sur les communes de Sainte-Pierre, Le Tampon et l'Entre-Deux.

Pour mener à bien ses missions, l'association C.P.T.S. Australe est financée par le biais d'une subvention principale octroyée par l'Agence Régionale de la Santé de la Réunion (ARS) au travers d'une Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens, ainsi que par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

## Règles et méthodes comptables

### Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

En plus des dispositions expresses prévues dans le règlement ANC n°2018-06, les conventions comptables respectent également les dispositions du Plan Comptable Général issues du règlement ANC n°2014-03.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

## Règles et méthodes comptables

### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

\* Matériel de bureau : 5 à 10 ans

\* Matériel informatique : 3 ans

\* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements et aménagements constr				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels				
- Instal.générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	5 962	1 128		7 090
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	5 962	1 128		7 090
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	7 570			7 570
Immobilisations financières	7 570			7 570
ACTIF IMMOBILISE	13 533	1 128		14 660

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		1 128		1 128
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		1 128		1 128
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice				

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements, aménagements construc.				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels				
- Instal.générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 454	1 866		3 320
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	1 454	1 866		3 320
ACTIF IMMOBILISE	1 454	1 866		3 320

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 85 219 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	7 570	4 950	2 620
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	140	140	
Autres	76 970	76 970	
Charges constatées d'avance	539	539	
Total	85 219	82 599	2 620
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Fonds propres



Notes sur le bilan

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves hors activités sociales		3 900			3 900
Réserves des activités sociales					
RAN hors activités sociales	26 428				26 428
RAN des activités sociales					
Exc.ou Déficit hors activ.sociales	3 900	-3 900	5 051		5 051
Exc.ou Déficit des activités sociales					
Situation nette	30 328		5 051		35 380
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	30 328		5 051		35 380

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 244 654 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	42 684	42 684		
Dettes fiscales et sociales	14 395	14 395		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance	187 575	187 575		
Total	244 654	244 654		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	28 862
Dettes provis. pr congés à payer	4 203
Charges sociales s/congés à payer	904
Total	33 969

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d avance	539		
Total	539		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	187 575		
Total	187 575		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 5 013 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation		370 435				370 435
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						
						370 435

Autres informations

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
Total		
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole		
Total		

Aucune valorisation de contributions volontaires en nature liée au bénévolat n’est constatée dans les comptes de l’exercice 2024 de la CPTS AUSTRALE.

En effet, la CPTS fonctionne grâce à l’investissement des professionnels de santé pendant leur temps professionnel d’activité libérale.

Dès lors, conformément à l’article 17 des statuts, les temps des professionnels de santé passés au sein de l’entité dans la réalisation de l’objet social donnent lieu à indemnisation pour perte de revenus (IPR) telle que calculée conformément à l’article 5.1. du règlement intérieur.

Autres informations

Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Reports  A	Utilisations  Montant global  B	Utilisations  Dont rembours.	Transferts  C	A la clôture de l'exercice Montant global  A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
M1-Accès soins	128 266	278 097	128 266			149 831	
M2-Parcours Pluri	71 425	150 434	71 425			79 010	
M3-Actions préve	24 462	36 394	24 462			11 932	
M5-TND Pertinen	11 047	11 047	11 047				
M4 - Crise sanitair	22 722	38 225	22 722			15 503	
REGION	7 000	16 528	7 000			9 528	
M6 - Accompagne		3 042				3 042	
Total	264 922	533 767	264 922			268 845	